



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOLU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez par la création d'un nouveau réservoir - Convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. L'article 3 des statuts dispose que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ». Conformément à la convention d'objectifs et à la convention cadre de mandat approuvées par délibération n°134554 du 16 décembre 2015 par le Conseil de Métropole, la mise en œuvre des opérations du schéma directeur d'eau potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

L'opération du renforcement du stockage de la commune de Prades-le-Lez par la création d'un nouveau réservoir est une des actions prioritaires du schéma directeur d'eau potable qui entre dans ce cadre.

La convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat (délibération n°134554), une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles L.2422-5 et suivants du Code de la commande publique, relative au renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez.

La commune de Prades-le-Lez est alimentée par l'usine Arago via le DN1000 qui alimente le syndicat du Pic Saint-Loup. Cette commune ne dispose pas d'alimentation de secours et sa capacité de stockage actuelle de 1 000 m³, est insuffisante pour couvrir les besoins de la population actuelle et future. L'opération de renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez vise donc à porter la capacité totale à 2 800 m³ par la construction d'un nouveau réservoir de 1 800 m³, capacité totale qui permettra de couvrir les besoins actuels et futurs de la population et d'atteindre une autonomie de 24h en cas de problème d'alimentation depuis l'usine Arago.

Le montant de l'opération (études et travaux) est estimé, au stade faisabilité, à 1 490 000 € HT, soit 1 788 000 € TTC. La durée totale de l'opération est estimée à 3 ans, avec un démarrage des études en 2021.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement, soit 1 an après la réception sans réserve des ouvrages.

Ce mandat sera rémunéré à hauteur de 5% du montant total des dépenses à engager pour l'opération, soit un montant d'honoraires estimé à 74 500 € HT. Le Maître d'Ouvrage délégué sera rémunéré par acomptes trimestriels ou annuels, en fonction de l'avancement de l'opération et des jalons définis dans la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes du projet de convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget annexe de l'eau potable, chapitre 75 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-144842-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MOAD AEP Prades-le-Lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.